

Edito | Europe: bien plus qu'une déclaration commune... son avenir est entre nos mains

Les Italiens peuvent être contents : le soixantième anniversaire du traité de Rome, à Rome, s'est bien passé. Et l'on ne s'est pas battu dans les rues de la capitale où beaucoup de jeunes et d'autres qui l'étaient moins ont manifesté leur soutien empressé ou adressé leur critique résolue à l'Europe. On pense, ici en premier, à l'engagement formidable de ces centaines de jeunes qui s'étaient rassemblés, le 12 mars à Strasbourg, pour une convention de la jeunesse européenne qui a élaboré un projet de constitution citoyenne auquel, nous les aînés, nous avons le devoir de nous intéresser. On pense, aussi, à ces dizaines de milliers de britanniques qui ont crié dans les rues de Londres, ce samedi, leur besoin d'Europe à cinq jours de la demande officielle de divorce que leur premier ministre va faire. Un moment singulier et la perspective de négociations à haut risque, à cause de l'effet d'entraînement qu'elles pourraient avoir auprès d'autres pays dont la fibre européenne de leurs dirigeants n'est pas très solide. A cet égard, il n'est pas indifférent même si ce ne sont que des mots, que les 27 aient signé une courte déclaration dans laquelle figure cette phrase : « l'Europe est notre avenir commun ». Commun ? Le plus petit dénominateur alors..

Et nous, citoyens français, que pouvons nous faire pour défendre et illustrer cet acte de foi?... Voter de façon responsable les 23 avril et 7 mai prochains comme les Allemands devront le faire, et soyons en sûrs, le ferons, en septembre prochainNous détenons, en effet, ensemble, citoyens de nos deux pays dont les aînés ont su faire la paix et crée les institutions européennes, une part très grande de cet « avenir commun » et nous devons mesurer le poids de nos responsabilités dans le choix que nous allons faire.

Commencer, d'abord, par balayer ces discours souverainistes extrêmes et ces propositions économiques dont l'effet immédiat serait catastrophique, et en particulier pour les plus démunis de nos concitoyens tandis que le renchérissement de nos importations nous relèguerait au rang de pays sous-développé. Prêtons attention aux envolées de Marine Le Pen qui, ce dimanche à Lille, tenait meeting et promettait, en terres de gauche, la mort de l'Union Européenne si elle était élue, allant jusqu'à annoncer son calendrier ponctué d'un référendum. Sa rencontre avec Poutine qui comme Trump, son collègue de l'autre côté de l'Atlantique, rêve de la dislocation de l'Union, a dû lui monter à la tête..

Sachons, ensuite, défendre l'Europe. Et rappeler, ce que nous faisons, ici même, en ces termes, en mai dernier, alors que dans les rues de Varsovie la société se mettait en mouvement pour défendre les valeurs de la démocratie...

Défendre l'Europe, l'Union Européenne, ce n'est pas verser dans la béatitude, ni dans la critique commode et politiquement correcte des « technocrates bruxellois ». Leur mauvaise réputation n'est que le corollaire de la légèreté avec laquelle notre classe politique nationale, à quelques rares exceptions près, a joué son rôle dans les instances qui lui étaient dévolues.

Défendre l'Europe, ce n'est sans doute pas, non plus, considérer que le contrôle démocratique des citoyens européens qui s'exerce, à travers les députés européens que nous avons élus, permet de faire un contrepois suffisant au pouvoir de la Commission européenne, encore que de réels progrès aient été accomplis.

Défendre l'Europe, c'est à la fois miser sur le meilleur de notre héritage culturel commun. C'est aimer et offrir à notre regard émerveillé l'éternité de la Renaissance, c'est aimer et partager Voltaire, Jean Sébastien Bach, Stéfan Zweig, Verdi, Chopin, Claudio Magris ... C'est penser à notre jeunesse qui, déjà, partage concrètement beaucoup plus de connaissances que ses aînés de la vie d'un jeune suédois, d'un jeune allemand ou d'un jeune italien.

Défendre l'Europe c'est aussi faire l'effort de mesurer ce qu'elle permet sur le terrain, au quotidien, concrètement, par le biais des outils qu'elle s'est donnée, par exemple, le Fonds de développement régional, le FEDER ou le FEADER, le Fonds européen agricole pour le développement rural, le FSE, le Fonds social européen. S'y intéresser, c'est reconnaître l'effort entrepris par les Régions pour obtenir la gestion de ces crédits européens. Pour ne prendre que l'exemple de la Nouvelle Aquitaine rappelons qu'elle va ainsi au plus près du terrain mettre en œuvre, entre 2014 et 2020, des financements à hauteur de 2,486 milliards d'euros. Et, ceci, dans des projets d'une grande diversité, en phase avec le meilleur de ce que les entreprises, les exploitations mais aussi les initiatives sociétales mettent en œuvre au service de l'économie et de la vie dans les territoires.

Défendre l'Europe c'est accepter de bien prendre la mesure de ce que représentent soixante dix ans de paix sur un continent – exception faite de la guerre en Yougoslavie – où le pire des nationalismes avait vu le jour. Et c'est, demain, faire ce que nous pouvons et savons faire : par exemple une Europe qui coordonne ses moyens et ses talents pour inventer une grande politique énergétique, qui se serre les coudes pour assurer sécurité et défense collective, qui mette le paquet pour contribuer au développement des pays du sud, ce qui serait la meilleure réponse à la crise migratoire... Les enjeux des élections, chez nous et en Allemagne, sont immenses, pour l'avenir de l'Europe mais aussi pour les valeurs qu'elle défend bien au-delà de ses frontières



Joël Aubert

Crédit Photo :

Publié sur aqui.fr le 26/03/2017

[Url de cet article](#)